

OPGI Algérie

16 octobre 2012, 20:41 ·

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES

GENERALES

C.C.A.G

(Arrête Du 21 Novembre 1964 Portant Approbation Du Cahier Des Charges Administratives Générales Applicables Aux Marches Des Travaux Publics Du Ministère De La Reconstruction, Des Travaux Publics Et Des Transports)

Le Ministre de la reconstruction, des travaux publics et des transports ;

- Vu la loi n° 62.157 du 31.décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962,sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale;
- Vu le décret n° 53.4 05 du 11 Mai 1953 modifié par les décrets n° 53. 1199 du 28 novembre 1953, 59. 167 du 7 janvier 1959 et 60.1044 du 22 septembre 1960, relatif au règlement des marchés de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce ; - Vu le décret n° 56.256 du 13 mars 1956 modifié par le décret n°59.167 du 7 janvier 1959, relatif aux marchés passés au nom de l'Etat;
- Vu le décret n° 57.24 du 8 janvier 1957 relatif aux marchés passés en Algérie; - Vu l'arrêté du 12 janvier 1957 modifié par l'arrêté du 3 mai 1957 fixant les modalités d'application du décret n°57.24 du 8 janvier1957;
- Vu le décret n°64.103 du 26 mars 1964 portant organisation de la Commission Centrale des marchés 1
- Vu l'avis de la Commission Centrale des marchés en date du 16 novembre 1964 sur le projet du cahier des clauses administratives générales.

Arrête

Article 1er : Est approuvé le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux du Ministère de la reconstruction, des travaux publics et des transports dont le texte est annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le cahier des prescriptions spéciales de chaque marché, désignera les autorités qui exercerons les fonctions attribuées par le cahier des clauses administratives générales, au Préfet, à l'ingénieur en chef, à l'ingénieur de l'arrondissement ou à l'architecte.

Article 3 : Lorsqu'un cahier des prescriptions spéciales contiendra , exceptionnellement , des dérogations au cahier des clauses administratives générales , une liste des articles auxquels il est ainsi dérogé, sera incluse dans l'article final du cahier des prescriptions spéciales.

Article 4 : Le cahier des clauses administratives générales visé à l'article 1er ci-dessus, sera appliqué à tous les marchés de travaux dont la procédure de passation, commencera postérieurement au 1er janvier 1 965.

Article 5 : A cette même date seront abrogés tous les textes antérieurs relatifs au même objet et, notamment:

- Le cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux d'architecture d'Algérie, approuvé par arrêté du 28 décembre 1934 ;
- Le cahier des clauses administratives générales imposés aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées approuvé par arrêté du 15 décembre 1958.

Article 6 : Le directeur de l'infrastructure et le directeur de la reconstruction et de l'urbanisme au ministère de la reconstruction, des travaux publics et des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

Fait à Alger, le 21 novembre 1964.

AHMED BOUMENDJEL

Dispositions générales

A – Passation des marchés

Les marchés relatifs à l'exécution des travaux dépendant des administrations de l'Etat peuvent être conclu :

- Par adjudication ouverte ou restreinte;
- Sur appel d'offres, ouvert ou restreint;

- De gré à gré.

B - Classification des marchés

Les marchés peuvent être passés à prix global forfaitaire, à prix unitaire et, exceptionnellement, sur la base de dépenses contrôlées.

a) Le marché à prix global forfaitaire est celui où le travail demandé à l'entrepreneur, est complètement déterminé et où le prix est fixé en bloc et à l'avance.

b) Le marché à prix unitaires est celui où le règlement est effectué en appliquant les dits prix unitaires, aux quantités réellement exécutées, les prix unitaires peuvent être, soit spécialement établis pour le marché considéré (bordereau), soit basé sur ceux d'un recueil existant (série).

Le marché à commandes et le marché de clientèle, constituent des cas particuliers des marchés à prix unitaires.

- Le marché à commandes comporte

Un maximum de durées ;

Un minimum et un maximum de volumes des travaux exprimés soit en quantité soit en valeur.

- Le marché de clientèle comporte l'exécution de certaines prestations demandées au fur et à mesure des besoins pendant une période déterminée.

c) Le marché sur dépenses contrôlées est celui dans lequel les dépenses réelles et contrôlées de l'entrepreneur (main d'oeuvre, matériaux, matières consommables, location de matériel, transports, etc...), pour l'exécution d'un travail déterminé, lui sont intégralement remboursées, affectées de coefficients de majoration, tenant compte des frais généraux et du bénéfice.

Article 2 :

Délais

1. - Tout délai imparti par le marché à l'administration ou à l'entrepreneur commence à courir au début du lendemain du jour où s'est produit l'acte ou le fait qui sert de départ à ce délai.
2. - Lorsque le délai est fixé en jours, il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.
3. - Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.
4. - Lorsque le dernier jour d'un délai est un jour légalement férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.
5. - Lorsque, dans les cas prévus aux articles 4 (A,7d) 5(5e); 12,7,27,4;30,1,31-1 33 (premier sous article 13,1) ; 33(second sous article 1); 34 , 2 ; 39 (A,6) 39 (A,9) ; 39 (B,3) ; 39 (B,6) ; 41 (A,8) ; 50, 2 ; 51,1 l'entrepreneur adresse un document écrit aux ingénieurs, aux architectes, au préfet ou à l'administration ; il doit, dans le délai imparti, s'il en est prévu un, soit déposer contre récépissé le pli auprès du fonctionnaire compétent, soit le lui faire parvenir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale. La date du récépissé ou de l'avis de réception postal, fait foi en matière de délai.

TITRE I

PASSATION DES MARCHES

Article 3

DISPOSITIONS GENERALES

A - Conditions à remplir pour prendre part aux marchés

1. - L'exécution des marchés ne peut être confiée qu'à une entreprise ayant les capacités juridique, technique et financière nécessaires. L'administration apprécie souverainement ces capacités.
2. - Pour pouvoir présenter des offres, les personnes ou sociétés en état de règlement judiciaire, doivent avoir été préalablement autorisées par l'administration.

B - Demande d'admission et justifications à fournir 1. - Chaque candidat est tenu de présenter :

- a) Une déclaration indiquant son intention de soumissionner et faisant connaître son nom, prénom, qualité et domicile, et s'il agit au nom d'une société, la raison sociale, l'adresse du siège social, la qualité en laquelle il agit et les pouvoirs qui lui sont conférés.
- b) Une note indiquant ses moyens techniques, le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a concouru, l'emploi qu'il occupait dans chacune des entreprises auxquelles il a collaboré, ainsi que les noms, qualités et domiciles des hommes de l'art sous la direction desquels ces travaux ont été exécutés. Les certificats délivrés par ces hommes de l'art sont joints à la note. Ils peuvent être

remplacés par des certificats délivrés par un organisme de qualification et classification agréé par l'administration.

c) Les renseignements ou pièces d'ordre technique, concernant l'entreprise et dont la production peut être exigée, le cas échéant, par l'avis d'adjudication ou d'appel d'offres.

d) Une déclaration conforme à un des modèles fixés par arrêté du ministre de l'économie nationale, justifiant notamment, qu'il ne tombe pas sous le coup des sanctions prévues par la loi n° 47- 1635 du 30 août 1947 ou par le dernier alinéa de l'article 37 de l'ordonnance n°45-1483 du 30 juin 1945 modifiée par le décret n° 58-545 du 24 juin 1958 et justifiant en outre , dans les conditions fixées par décret, de sa situation à l'égard de la sécurité sociale et des recouvrements fiscaux.

e) Les pièces justificatives de la nationalité de l'entreprise et de ses dirigeants exigées par l'avis d'adjudication ou d'appel d'offres, si le marché est passé pour les besoins de la défense.

2.- Les entreprises en autogestion, les sociétés coopératives ouvrières de production, les sociétés coopératives d'artisans et les sociétés coopératives d'artistes, doivent, pour être admises à soumissionner se faire représenter, vis à vis de l'administration, par un délégué unique muni de pouvoirs établis dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'économie nationale. Elles ont à produire, outre les pièces visées à l'alinéa B.1, un acte en bonne et due forme, désignant le délégué chargé de les représenter et lui attribuant les pouvoirs nécessaires.

10 Voir article 1er du décret n° 54-596 du 11 juin 1954.

3. - sont admis au bénéfice des dispositions du décret n° 59- 1025 du 31 août 1959.

a) Les entreprises en autogestion.

b) Les sociétés coopératives ouvrières de production dont les trois quarts au moins, des sociétaires travaillent à titre permanent dans l'entreprise sont de nationalité algérienne et inscrites, après production de pièces justificatives, sur une liste établie par le ministre des affaires sociales et publiée au Journal Officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

c) Les artisans de nationalité algérienne, satisfaisant aux dispositions de la réglementation organisant la profession artisanale.

d) Les sociétés coopératives d'artisans et les sociétés coopératives d'artistes inscrites après production de pièces justificatives sur une liste établie par le ministre chargé de l'artisanat, et publiée au Journal Officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

4. - Pour bénéficier des dispositions de la loi n°57- 28 du 10 janvier 1957, les petits artisans doivent produire, outre les pièces visées à l'alinéa S. 1, un certificat de l'inspecteur des contributions directes de leur domicile, indiquant qu'ils remplissent les conditions fixées à l'article 184 (paragraphe2) du code général des impôts

Article 4

ADJUDICATION

A - Adjudication ouverte

1. - Définition.

L'adjudication ouverte comporte

a) Un appel à la concurrence publié par voie d'affichage ou d'insertion dans le bulletin officiel des annonces des marchés publics et par d'autres moyens de publicité;

b) l'examen des soumissions par un bureau , en séance publique;

c) l'obligation de n'attribuer le marché qu'au soumissionnaire le mieux disant.

2. - Demande d'admission et justification à fournir.

Chaque candidat est tenu de présenter les pièces exigées dans son cas particulier par l'article 3 ci-dessus.

3. - Visa des pièces demandées aux concurrents.

Toutes les pièces demandées aux concurrents pour leur permettre de participer à l'adjudication doivent, à peine de forclusion, avoir été visées à titre de communication, par l'ingénieur en chef avant l'adjudication.

4. - Forme des soumissions.

a) les soumissions doivent être établies sur papier timbré et être conformes au modèle inséré dans le cahier des prescriptions spéciales.

b) la soumission déposée par une entreprise en autogestion, par une société d'ouvriers ou par une société d'artisans ou par une société coopérative d'artistes, doit être présentée et signée par le délégué chargé de représenter la société.

c) toute soumission qui n'est pas accompagnée des pièces ci-dessus exigées, ou qui présente avec le modèle prescrit, une différence substantielle, est déclarée nulle et non avenue.

d) pour les adjudications dites au rabais, le pourcentage de rabais (ou éventuellement de majoration) ne doit pas comporter plus d'une décimale ; dans le cas contraire, la deuxième décimale est réputée inexistante.

e) pour les adjudications sur offres de prix, le soumissionnaire doit présenter un bordereau des prix et un détail estimatif établis, chacun conformément au modèle figurant au dossier d'adjudication et dont les indications doivent être en parfaite concordance, tant entre elles qu'avec celles de la soumission. En cas de discordance entre les indications de ces différentes pièces, les indications de prix écrites en lettres au bordereau des prix, sont tenues pour bonnes et les indications contraires, aussi bien que les erreurs matérielles dans les opérations, sont rectifiées d'office pour établir le montant réel de la soumission qui doit servir de base à l'adjudication.

f) pour les adjudications sur prix global et forfaitaire, le soumissionnaire est tenu, sauf dispositions contraires du cahier des prescriptions spéciales, de fournir une décomposition de ce prix présentée sous la forme d'un détail estimatif dont le cadre est fixé par l'administration.

5. - Envoi des soumissions.

a) pour les adjudications dites au rabais , la soumission est mise seule , dans une enveloppe cachetée, portant le nom du soumissionnaire . Cette enveloppe est renfermée avec les pièces exigées pour l'admission à l'adjudication dans une deuxième enveloppe, cachetée elle aussi, indiquant le lot auquel la soumission se rapporte, mais pas le nom du soumissionnaire.

3. - Visa des pièces demandées aux concurrents.

Toutes les pièces demandées aux concurrents pour leur permettre de participer à l'adjudication doivent, à peine de forclusion, avoir été visées à titre de communication, par l'ingénieur en chef avant l'adjudication.

4. - Forme des soumissions.

a) les soumissions doivent être établies sur papier timbré et être conformes au modèle inséré dans le cahier des prescriptions spéciales.

b) la soumission déposée par une entreprise en autogestion, par une société d'ouvriers ou par une société d'artisans ou par une société coopérative d'artistes, doit être présentée et signée par le délégué chargé de représenter la société.

c) toute soumission qui n'est pas accompagnée des pièces ci-dessus exigées, ou qui présente avec le modèle prescrit, une différence substantielle, est déclarée nulle et non avenue.

d) pour les adjudications dites au rabais, le pourcentage de rabais (ou éventuellement de majoration) ne doit pas comporter plus d'une décimale ; dans le cas contraire, la deuxième décimale est réputée inexistante.

e) pour les adjudications sur offres de prix, le soumissionnaire doit présenter un bordereau des prix et un détail estimatif établis, chacun conformément au modèle figurant au dossier d'adjudication et dont les indications doivent être en parfaite concordance, tant entre elles qu'avec celles de la soumission. En cas de discordance entre les indications de ces différentes pièces, les indications de prix écrites en lettres au bordereau des prix, sont tenues pour bonnes et les indications contraires, aussi bien que les erreurs matérielles dans les opérations, sont rectifiées d'office pour établir le montant réel de la soumission qui doit servir de base à l'adjudication.

f) pour les adjudications sur prix global et forfaitaire, le soumissionnaire est tenu, sauf dispositions contraires du cahier des prescriptions spéciales, de fournir une décomposition de ce prix présentée sous la forme d'un détail estimatif dont le cadre est fixé par l'administration.

5. - Envoi des soumissions.

a) pour les adjudications dites au rabais, la soumission est mise seule, dans une enveloppe cachetée, portant le nom du soumissionnaire. Cette enveloppe est renfermée avec les pièces exigées pour l'admission à l'adjudication dans une deuxième enveloppe, cachetée elle aussi, indiquant le lot auquel la soumission se rapporte, mais pas le nom du soumissionnaire.

b) pour les adjudications sur offres de prix, l'envoi se fait dans les mêmes formes que pour une adjudication dite au rabais à la différence près, que la soumission, au lieu d'être seule dans la première enveloppe, y est accompagnée du bordereau des prix et du détail estimatif établis par le soumissionnaire.

c) aucune soumission n'est reçue en séance publique.

d) les concurrents adressent à l'ingénieur en chef par lettre recommandée, leur soumission accompagnée des pièces annexes prescrites, comme il est dit au A,5, a ou au A, 5, b -

e) le délai pour la réception des lettres recommandées, expire le dernier jour non férié précédant la veille de l'adjudication, à dix huit heures, terme de rigueur. Les soumissions qui parviennent à l'ingénieur en chef postérieurement à l'expiration de ces délais, ne sont pas admises.

f) les lettres recommandées portent extérieurement une mention indiquant la nature de leur contenues et avertissant qu'elles ne doivent pas être ouvertes avant l'adjudication.

g) aucune soumission une fois envoyée, ne peut être retirée, complétée ou modifiée.

6.- Ouverture des plis et décision du bureau.

a) à l'ouverture de la séance publique, le président du bureau d'adjudication, dépose sur le bureau, tous les plis reçus.

b) les règles relatives à l'ouverture des plis et à la décision du bureau, sont fixées par les articles 19 et 20 du décret n° 56-256 du 13 mars 1956.

c) lorsque la vérification détaillée des soumissions ne peut pas être effectuée séance tenante, tous les soumissionnaires restent engagés pendant le délai de vérification qui est de dix jours sauf stipulation du cahier des prescriptions spéciales fixant un délai moindre. Si cette vérification fait apparaître des erreurs et conduit ainsi à déclarer adjudicataire provisoire, un candidat autre que celui désigné en séance publique, l'ancien et le nouvel adjudicataire provisoire, sont informés de cette décision par les soins du président du bureau d'adjudication, avant l'expiration du délai susvisé.

d) les opérations du bureau et les résultats de l'adjudication sont constatés dans un procès verbal qui n'est signé que par le président et les membres du bureau.

7. - Résultats définitifs de l'adjudication.

a) l'adjudication n'est valable qu'après la signature du marché par l'autorité compétente.

b) l'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où il n'est pas donné suite à l'adjudication.

c) la signature du marché doit être notifiée au soumissionnaire dans un délai de soixante jours à partir de la date fixée pour l'ouverture des plis remis par les concurrents; ce délai est porté à quatre vingt dix jours à partir de la même date, si le marché est signé par le ministre ou s'il est soumis, pour avis, à la commission centrale des marchés. Le délai est toujours de quatre vingt dix jours lorsque l'adjudication a donné lieu, en séance publique, à réclamation ou protestation.

d) à l'expiration du délai fixé à l'alinéa A, 7, c ci-dessus, et si la signature du marché n'a pas encore été notifiée aux soumissionnaires celui-ci sera libre de renoncer à l'entreprise. Cette renonciation devra faire l'objet d'une déclaration écrite à l'ingénieur en chef .

e) mais si le soumissionnaire n'a pas usé de la faculté visée à l'alinéa A, 7, d ci-dessus avant la notification de la signature du marché, il sera engagé irrévocablement vis-à-vis de l'Etat par cette notification.

B - Adjudication restreinte

I- Définition

L'adjudication restreinte diffère de l'adjudication ouverte en ce que seuls sont autorisés à soumissionner, les entrepreneurs reconnus , après avis d'une commission d'admission , présenter les capacités suffisantes, notamment aux points de vue technique et financier.

II - Conditions principales

a) les concurrents qui désirent prendre part à l'adjudication doivent en adresser la demande à l'ingénieur en chef désigné sur l'avis d'adjudication et joindre à cette demande les pièces exigées dans les cas particuliers, par l'article 3, ci-dessus.

b) les concurrents qui, à la suite de cette demande, ont été agréés, sont seuls admis à prendre part à l'adjudication et doivent joindre à leur envoi, l'avis d'admission qui leur aura été adressé par l'ingénieur en chef qui leur aura indiqué les lieux, date et heure fixés pour l'adjudication,

c) toutes les autres conditions fixées par le présent article pour les adjudications ouvertes sont applicables aux adjudications restreintes.

Article 5

Marchés sur appel d'offres

1.- Définition

L'appel d'offres avec ou sans concours comporte:

a) un appel à la concurrence adressé:

Soit par voie d'affichage ou d'insertion dans la Bulletin Officiel des annonces des marchés publics, et par d'autres moyens de publicité, à l'ensemble des entrepreneurs de la profession si l'appel d'offres est dit ouvert;

Soit par demande d'offres individuelles aux seuls entrepreneurs choisis par l'administration, si l'appel d'offres est dit restreint.

b) l'ouverture des soumissions par une commission en séance non publique.

c) la possibilité pour l'administration de choisir, librement et conformément aux intérêts de l'Etat, l'entrepreneur qui lui paraît mériter la préférence, même si celui-ci n'est pas le mieux disant.

2. - Conditions principales des marchés sur appel d'offres sans concours.

a) les marchés sur appel d'offres sans concours, sont passés dans les conditions fixées aux articles 24 et 28 du décret n° 56-256 du 13 mars 1956, modifié.

b) lorsque les offres sont faites sur prix global et forfaitaire, le soumissionnaire est tenu, sauf disposition contraire du cahier des prescriptions spéciales, de fournir une décomposition de ce prix, présentée sous la forme d'un devis quantitatif et estimatif, qui pourra servir à l'établissement des prix des ouvrages ordonnés en plus ou en moins, à l'évaluation des services faits et à l'établissement des décomptes provisoires.

c) chaque concurrent place sous l'enveloppe extérieure visée à l'article 26 du décret précité, les pièces qui seraient exigées dans son cas particulier par l'article 3 ci-dessus. Toutefois, si l'appel d'offre est restreint, la note et les renseignements visés aux alinéas B, 1, b et B, 1, c du dit article, ne sont produits que s'ils ont été demandés par la lettre de consultation.

3. - Conditions principales des marchés sur appel d'offres avec concours.

a) les marchés sur appel d'offres avec concours portant soit sur l'exécution d'un projet préalablement établi, soit à la fois sur l'établissement d'un projet et son exécution, sont passés dans les conditions fixées par les articles 24 à 30, 32 et 33 du décret n° 56-256 du 13 mars 1956.

b) le programme du concours détermine les pièces à fournir par les soumissionnaires en ce qui concerne les modalités de règlement pour les marchés à forfait.

c) lorsque le concours est lancé par voie d'appel public à la concurrence, chaque candidat désirant y participer, doit adresser la demande à l'ingénieur en chef dans le délai fixé par l'avis d'ouverture du concours et joindre à cette demande, les pièces exigées dans son cas particulier par l'article 3 ci-dessus. Seuls sont admis à remettre des offres, les candidats dont la demande est agréée par l'administration.

d) lorsque les candidats admis à soumissionner sont choisis directement par l'administration, il est fait application des dispositions prévues en cas d'appel d'offres restreint, par le 2, c du présent article.

4. - Forme des soumissions:

a) les soumissions doivent être établies sur papier timbré et être conformes au modèle inséré dans le cahier des prescriptions spéciales ou le programme du concours.

b) la soumission déposée par une entreprise en autogestion, par une société coopérative ouvrière de production, par une société coopérative d'artisans ou par une société coopérative d'artistes, doit être présentée et signée par le délégué chargé de représenter la société.

5.- Résultats définitifs de l'appel d'offres.

a) les marchés sur appel d'offres, qu'ils soient passés avec ou sans concours ne sont valables et définitifs qu'après avoir été signés par l'autorité compétente.

b) le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où ses propositions ne sont pas acceptées.

c) sauf stipulation contraire du cahier des prescriptions spéciales, la signature du marché sur appel d'offres sans concours, doit être notifiée au soumissionnaire:

• Dans le délai de soixante jours à partir de la date limite fixée pour la réception des offres, si le marché peut être signé par l'ingénieur en chef sans avis préalable de la commission centrale des marchés.

• Dans le délai de quatre vingt dix jours à partir de la même date si le marché est signé par le ministre ou soumis, pour avis, à la commission centrale des marchés.

d) dans le cas d'un appel d'offres avec concours, le programme du concours fixe le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé vis-à-vis de l'Etat.

e) à l'expiration des délais ci-dessus fixés, et si la signature du marché n'a pas été notifiée au soumissionnaire, celui-ci sera libre de renoncer à l'entreprise par déclaration écrite adressée à l'ingénieur en chef.

f) mais si le soumissionnaire n'a pas usé de la faculté visée à l'alinéa précédant, avant la notification de la signature du marché, il sera engagé irrévocablement, vis-à-vis de l'Etat par cette notification.

Article 6

Marché de gré à gré

1. - Le marché de gré à gré est librement négocié entre l'administration et l'entrepreneur qu'elle a choisi sans que, pour assurer éventuellement la publicité et la concurrence et pour passer les marchés, l'administration soit astreinte à suivre une procédure définie.

2. - Les conditions de passation des marchés de gré à gré, sont fixées par les articles 34 et 36 du décret n° 56-256 du 13 mars 1956.

3. - Le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales, détermine les pièces à présenter par l'entrepreneur.

Lorsque le marché est conclu sur un prix global et forfaitaire, l'entrepreneur est tenu, sauf disposition contraire du cahier des prescriptions spéciales, de fournir une décomposition de ce prix, présentée sous la forme d'un devis quantitatif et estimatif qui pourra servir à l'établissement des prix des ouvrages ordonnés en plus ou en moins, à l'évaluation des services faits et à l'établissement des décomptes provisoires.

4.- L'entrepreneur fournit, dans tous les cas, la déclaration visée à l'alinéa B, 1, d de l'article 3.

Article 7

Cautionnement.

1. - Si le cahier des prescriptions spéciales le prévoit, l'entrepreneur est tenu de fournir un cautionnement.

2. - Le montant du cautionnement est fixé par le cahier des prescriptions spéciales. Il ne peut être supérieur à trois pour cent (3%) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants, lorsque le marché ne comporte pas de délai de garantie, et à dix pour cent (10%), lorsque le marché est assorti d'un délai de garantie.

3.- Si le titulaire du marché bénéficie d'une réglementation spéciale en matière de cautionnement, celui-ci est ramené, le cas échéant, au maximum prévu par la dite réglementation.

4.- Sauf dispositions particulières du cahier des prescriptions spéciales, le cautionnement est constitué dans le département où réside le comptable assignataire et doit être réalisé dans les vingt jours qui suivent la notification de la signature du marché.

5.- Le cautionnement est soumis aux conditions fixées par les décrets relatifs aux règlements et aux financements des marchés de l'Etat.

6.- Il garantit la bonne exécution du marché et le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché.

7.- S'il est remplacé par une caution personnelle et solidaire, l'engagement de la caution doit être établi selon un modèle fixé par l'arrêté du ministre de l'économie nationale, pris en application du décret n°60-1044 du 22 septembre 1960.

Article 8

Pièces à délivrer à l'entrepreneur

Frais de passation des marchés

1.- Aussitôt après la signature du marché, l'ingénieur en chef délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur son récépissé, une expédition vérifiée et certifiée conforme de la soumission, du cahier des prescriptions spéciales et des autres pièces particulières expressément désignées comme constitutives du marché.

2.- En cas de nantissement du marché, l'ingénieur en chef délivre également sans frais, à l'entrepreneur, un exemplaire spécial ou un extrait officiel du marché portant la mention «exemplaire unique», et destiné à former titre.

3.- Les exemplaires supplémentaires demandés par l'entrepreneur lui sont délivrés à titre onéreux. Les sommes dues par lui à l'administration et arrêtées par l'ingénieur en chef sont déduites du montant des décomptes des travaux.

4. - L'entrepreneur peut d'ailleurs faire prendre copie dans les bureaux des ingénieurs, des autres pièces qui ont figuré au dossier public d'adjudication.

5. - L'entrepreneur acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlement en vigueur.

TITRE II

EXECUTION DES TRAVAUX

Article 9

Représentation des Entreprises en Autogestion
des Sociétés Coopératives ouvrières de production,
des Sociétés Coopératives d'Artisans et
des Sociétés Coopératives d'Artistes.

1.- Le représentant de l'entreprise en autogestion, de la société coopérative ouvrière de production, de la société coopérative d'artisans ou de la société coopérative d'artistes, visé au B, 2 de l'article 3 du présent texte, a, au regard de l'administration, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un entrepreneur agissant pour son propre compte. S'il vient à mourir ou à se retirer au cours de l'entreprise, la société doit présenter un remplaçant à l'administration dans un délai de quinze jours.

2.- L'administration a le droit de résilier le marché si elle juge ne pas pouvoir agréer le remplaçant proposé ou si la société n'a pas fait de présentation dans le délai sus indiqué; l'administration a également le droit de prononcer la résiliation du marché, dans le cas où il est constaté après l'adjudication ou l'appel d'offres, que la société n'est pas ou a cessé d'être valablement constituée.

Article 10

Domicile de l'Entrepreneur Présence de l'Entrepreneur sur les lieux des travaux

1.- L'entrepreneur est tenu d'élire domicile à proximité des travaux et de faire connaître le lieu de ce domicile, à l'ingénieur en chef. Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation dans un délai de quinze jours à dater de la notification de la signature du marché, toutes les notifications qui se rapportent à son entreprise sont valables lorsqu'elles ont été faites à la mairie de la commune désignée à cet effet par le cahier des prescriptions spéciales. Si les travaux sont exécutés sur le territoire d'une seule commune et si aucune mairie n'a été désignée par le cahier des prescriptions spéciales, les notifications sont valables lorsqu'elles ont été faites à la mairie de la commune du lieu des travaux.

2.- Après la réception définitive des travaux, l'entrepreneur est relevé de l'obligation d'avoir un domicile à proximité des travaux. S'il ne fait pas connaître son nouveau domicile à l'ingénieur en chef. Les notifications relatives à son entreprise, sont valablement faites à la mairie ci-dessus désignée.

3.- Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur ne peut s'éloigner du chantier qu'après avoir fait agréer par l'ingénieur d'arrondissement ou par l'architecte, un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence.

4.- L'entrepreneur se rend dans les bureaux des ingénieurs ou de l'architecte et il les accompagne dans leurs tournées toutes les fois qu'il en est requis.

Article 11

Défense de sous traiter ou de faire apport sans autorisation.

1. - L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, ni en faire apport à une société ou à un groupement, sans autorisation expresse de l'administration.

2.- Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

3.- Si, sans autorisation, l'entrepreneur a passé ou sous-traité, ou fait apport du marché à une société ou à un groupement, il peut être fait application, sans mise en demeure préalable des mesures prévues à l'article 35 ci-après.

4.- Le marchandage est interdit. N'est pas considéré comme marchandage une sous-entreprise portant essentiellement sur la main d'œuvre, dans laquelle le sous-traitant est un chef d'établissement de la profession inscrit au registre du commerce ou au registre des métiers et propriétaire d'un fonds de commerce.

Article 12

Préparation et exécution des travaux

Ordre de service

- 1.- L'entrepreneur doit commencer les travaux dans les délais fixés par l'ordre de service de l'ingénieur d'arrondissement ou de l'architecte.
- 2.- Le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales, peut définir les délais dans lesquels l'entrepreneur doit, à compter de la date de notification de la signature du marché, présenter à l'approbation de l'ingénieur d'arrondissement ou de l'architecte d'une part, le calendrier d'exécution des travaux et les mesures générales qu'il entend prendre à cet effet, d'autre part les dessins dont l'établissement lui incombe, assortis de toutes justifications utiles. Le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales, peut subordonner le commencement des travaux à la présentation ou à l'approbation de tout ou partie de ces documents.
- 3.- L'entrepreneur reçoit gratuitement des ingénieurs ou de l'architecte au cours de l'entreprise, une copie certifiée de chacun des dessins relatifs aux dispositions imposées par le projet et des autres documents nécessaires à l'exécution des travaux.
- 4.- Il se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés.
- 5.- Il se conforme aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque l'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte les a ordonnés par ordre de service et sous sa responsabilité. Il ne lui est tenu compte des changements qu'autant qu'il justifie de cet ordre de l'ingénieur d'arrondissement ou de l'architecte.
- 6.- L'entrepreneur a toutefois l'obligation de vérifier les documents visés aux alinéas 3, 4 et 5 du présent article et de signaler à l'ingénieur d'arrondissement ou à l'architecte, avant toute exécution les erreurs, omissions ou contradictions qu'ils peuvent comporter et qui sont facilement décelables pour un homme de l'art.
- 7.- Lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service dépassent les obligations de son marché, il doit sous peine de forclusion, en présenter l'observation écrite et motivée à l'ingénieur d'arrondissement ou à l'architecte dans un délai de dix jours. La réclamation ne suspend pas l'exécution de l'ordre de service, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par l'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte.
- 8.- Les ordres de service sont obligatoirement écrits. Ils sont datés, numérotés et enregistrés.

Article 13

Choix des Commis, Chefs de Chantiers

ou d'Ateliers et Ouvriers

- 1.- L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs de chantiers ou d'ateliers que des personnes capables de l'aider et de le remplacer au besoin, dans la conduite et le métrage des travaux.
- 2.- L'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte a le droit d'exiger le changement des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.
- 3.- L'entrepreneur demeure responsable des fraudes ou malfaçons qui seraient commises par des agents et ouvriers dans la fourniture et l'emploi des matériaux.

Article 14

Embauchage des Ouvriers (1)

- 1.- L'entrepreneur doit faire connaître huit jours au moins avant l'ouverture des chantiers ou d'ateliers, au service départemental de la main d'œuvre compétent pour le lieu où s'exécuteront les travaux, ses besoins de main-d'œuvre, par profession, avec toutes indications utiles concernant les conditions de travail, de salaire et généralement, tous renseignements de nature à intéresser les chômeurs en quête d'emploi. Il doit renouveler ces indications, en temps opportun, toutes les fois qu'il se trouve dans l'obligation de procéder à de nouveaux embauchages, notamment par suite de l'extension des travaux. Il doit accueillir les candidats présentés par le service départemental de la main d'œuvre. Toutefois, sa liberté d'embauchage reste entière et il n'est pas tenu d'engager des ouvriers qui ne présenteraient pas les aptitudes requises. Il devra, en cas de refus, en indiquer le motif sur le coupon de réponse de la carte de présentation par le service. Le coupon est renvoyé ensuite à ce dernier par l'entrepreneur.
- 2.- Pour l'application des prescriptions du présent article, il est précisé que les besoins de main d'œuvre s'étendent à tout le personnel nécessaire des chantiers ou ateliers, en dehors des ouvriers déjà attachés à l'entreprise avant l'ouverture des travaux.

Article 15

Emploi de la main-d'œuvre agricole et forestière

L'entrepreneur sera tenu d'appliquer la réglementation relative à la protection des travaux agricoles et forestiers.

Article 16

Liste nominative des ouvriers

Ouvriers étrangers

1. - Le nombre des ouvriers de chaque profession doit toujours être suffisant pour permettre l'exécution des travaux dans les délais impartis.

2. - Le nombre des ouvriers étrangers ne peut dépasser la proportion fixée par le cahier des prescriptions spéciales.

Pour mettre l'ingénieur ou l'architecte à même de contrôler l'accomplissement de ces conditions, l'entrepreneur remet périodiquement à l'ingénieur ou à l'architecte, aux époques fixées par celui-ci, la liste nominative des ouvriers mentionnant la nationalité de chacun d'eux, sa qualification professionnelle, son mode de recrutement et la date de son affectation à l'entreprise.

Article 17

Application de la législation et de la Réglementation du travail, de la législation et de la réglementation sociales au personnel de l'entreprise paiement des ouvriers

1. - La charge entière de l'application au personnel de l'entreprise de l'ensemble de la législation et de la réglementation du travail, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des travailleurs, comme de la législation et de la réglementation sociales incombe à l'entrepreneur, et l'administration pourra, en cas d'infraction, appliquer les mesures coercitives prévues à l'article 35.

2. - Le salaire payé aux ouvriers ne doit pas être inférieur, pour chaque profession et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers au prix qui figure au bordereau du taux normal et courant des salaires. Les heures supplémentaires de travail faites par les ouvriers au delà de la durée légale seront majorées dans les conditions prévues par la législation en vigueur ou par les conventions collectives de travail applicables dans la profession et dans la région, si celles-ci prévoient des taux supérieurs.

3. - Toutefois, l'employeur peut, exceptionnellement, appliquer un salaire moindre aux ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie. La proportion maximum de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie, et le maximum de réduction possible de leur salaire, seront fixés par le cahier des prescriptions spéciales dans les limites permises par la législation en vigueur.

4. - Le bordereau du taux normal et courant des salaires, est affiché par les soins et aux frais de l'entrepreneur dans les chantiers et ateliers où sont exécutés les travaux.

5. - Indépendamment des obligations prescrites par les règlements en vigueur en ce qui concerne l'inspection du travail, l'entrepreneur est tenu de donner communication à l'ingénieur d'arrondissement ou à l'architecte sur la demande de celui-ci, de tous les documents nécessaires pour vérifier que le salaire payé aux ouvriers n'a pas été inférieur au salaire porté à ce bordereau.

Un agent de l'administration peut assister au paiement des ouvriers, toutes les fois que celle-ci le juge utile.

6. - Si l'administration constate une différence, elle indemnise directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur, ou à défaut, sur son cautionnement et elle en avise l'inspecteur du travail et la commission centrale des marchés.

7. - Le bordereau du taux normal et courant des salaires reste en vigueur, tant qu'un nouveau bordereau, établi dans les conditions réglementaires, n'a pas été notifié à l'entrepreneur.

Si un nouveau bordereau est notifié à l'entrepreneur, il remplace le bordereau primitif et devient applicable du jour de sa notification.

8. - En cas de retard dûment constaté dans le paiement des salaires, l'administration se réserve la faculté de payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur ou, à défaut, sur son cautionnement.

9. - l'entrepreneur devra assurer le transport de tout ouvrier malade ou blessé, soit à l'établissement de soins le plus proche du lieu des travaux, soit à domicile, suivant la gravité de son état.

10. - Le cahier des prescriptions spéciales prescrit l'organisation d'ambulances sur les chantiers qui, par leur importance, leur situation et la nature des travaux, rendent cette mesure nécessaire.

11. - Outre les conditions de travail expressément stipulées par le cahier des prescriptions spéciales ou par les présentes clauses administratives générales l'entrepreneur doit assurer à son personnel les autres conditions de travail qui peuvent être fixées par la réglementation locale, les conventions collectives ou les usages pour chaque profession et, dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, dans la localité ou la région où le travail est exécuté.

12. - L'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte peut, s'il le juge utile, dans l'intérêt public, prescrire à l'entrepreneur de demander et d'utiliser, après les avoir obtenues, les dérogations aux lois et règlements prévus par ces textes en ce qui concerne la durée de travail et le repos hebdomadaire.

13. - L'entrepreneur doit faire apposer dans chantiers et ateliers, une fiche indiquant l'administration ou le service pour le compte duquel les travaux sont exécutés, les nom, qualité et adresse du représentant de cette administration ou de ce service ainsi que les nom et adresse de l'inspecteur du travail chargé du contrôle de l'établissement.

14. - Dans le cas où l'entrepreneur est autorisé à sous-traiter une partie de son entreprise, il demeure responsable du respect des obligations mises à sa charge en vertu du présent article qui doivent être portées par lui à la connaissance de ses sous-traitants.

Article 18

Organisation et police des chantiers

Relations entre les divers entrepreneurs

A - Clauses applicables à tous les travaux

1. - L'entrepreneur doit reconnaître les emplacements réservés aux chantiers ainsi que les moyens d'accès, et s'informer de tous les règlements administratifs auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux.

2. - L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente, ainsi que, le cas échéant, les consignes spéciales fixées par le chef de l'établissement dans lequel sont exécutés les travaux.

3. - Lorsque plusieurs entrepreneurs travaillent sur le même chantier:

a) Le cahier des prescriptions spéciales peut préciser de quelle façon l'un des entrepreneurs ou un organisme choisi par lui et agréé par l'administration, prendra ou fera prendre en tant que de besoin, les mesures nécessaires à la coordination des travaux, au bon ordre du chantier, à la sécurité des travailleurs et toute mesure de caractère commun précisée le dit cahier et fera l'avance des frais communs correspondants.

b) Pour les travaux de bâtiment, à défaut de désignation par le cahier des prescriptions spéciales, l'entrepreneur du gros oeuvre assume ces responsabilités. Sauf dispositions particulières prévues par le cahier des prescriptions spéciales, les dépenses correspondantes sont, après contrôle de l'ingénieur ou de l'architecte, réparties entre les entrepreneurs au prorata des montants respectifs de leurs entreprises.

c) Sous le bénéfice des dispositions qui précèdent, chaque entrepreneur doit suivre l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres entrepreneurs sur ce que les travaux ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur réalisation, fournir les indications nécessaires à ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies, et, en cas de contestation, en référer à l'ingénieur d'arrondissement ou à l'architecte.

4. - L'entrepreneur doit contracter une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés aux tiers par la conduite ou les modalités d'exécution des travaux. Il demeure, en tout état de cause responsable.

B - Clauses supplémentaires applicables aux travaux intéressant la défense.

Si l'entrepreneur a été informé, soit par une disposition du cahier des prescriptions spéciales, soit par l'avis d'adjudication ou de l'appel d'offres que les travaux intéressent la défense il doit se conformer aux clauses ci-après, relatives à la police des chantiers et à la protection du secret.

1. - Police des chantiers.

a) lorsqu'il l'estime nécessaire, l'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte peut exiger, le renvoi du chantier, d'ouvriers ou de préposés de l'entrepreneur, sans que l'Etat puisse être rendu responsable des conséquences de ces renvois.

b) lorsque l'entrepreneur et ses sous-traitants ont découvert un acte de malveillance caractérisé, ils sont tenus d'alerter immédiatement l'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte, sous peine de poursuites éventuelles, en application de l'article 100 du code pénal, sans préjudice, soit d'une mise en régie sans mise en demeure préalable, soit de la résiliation pure et simple du marché, soit de la passation, suivant telle procédure que jugera

utile l'administration, d'un nouveau marché à leurs risques et périls. Dans tous les cas l'application de ces sanctions contractuelles est décidée par le ministre.

c) si, à la suite d'un acte de malveillance caractérisé, l'administration estime que des mesures de sécurité doivent être prises visant notamment le personnel, le titulaire du marché et ses sous-traitants s'engagent à les appliquer, sans délai. Ils ne peuvent s'en prévaloir pour réclamer une indemnité.

d) le titulaire du marché doit aviser ses sous-traitants sous sa propre responsabilité des obligations qui résultent des dispositions des alinéas B, 1, a, B, 1, b et B, 1, c, ci-dessus.

2. - Protection du secret.

a) lorsque le marché présente en tout ou en partie un caractère secret ou lorsque les travaux doivent être exécutés en des lieux où des précautions particulières sont prises en permanence en vue de la protection du secret ou de la protection des points sensibles, l'administration invite les candidats à prendre connaissance, dans les bureaux du service, des instructions en vigueur relatives à la protection du secret dans les entreprises privées travaillant pour la défense. En tout état de cause, tout soumissionnaire ainsi avisé, est réputé avoir pris connaissance de ces instructions

b) l'administration notifie au titulaire du marché les éléments de celui-ci considérés comme secrets, et les mesures de précautions particulières à adopter.

c) l'entrepreneur et ses sous-traitants doivent prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des documents secrets qui leur sont confiés et aviser, sans délai, l'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte, de toute disparition et de tout incident. Ils doivent maintenir secrets tous renseignements d'ordre militaire dont ils peuvent avoir connaissance à l'occasion du marché.

d) l'entrepreneur est soumis à toutes les obligations prévues par les instructions relatives au contrôle du personnel et à la protection du secret et des points sensibles, ou résultant des mesures de précautions prescrites. Il est tenu de faire respecter par ses sous-traitants ces instructions et prescriptions. Il ne peut s'en prévaloir pour réclamer une indemnité à un titre quelconque.

e) au cas où l'entrepreneur et ses sous-traitants viendraient à méconnaître les obligations prévues par les alinéas B,2,a à B, 2, d, ci-dessus, il serait fait application des sanctions contractuelles prévues à l'alinéa B, 1, b, ci-dessus.

Article 19

Transports réservés

L'entrepreneur est soumis, pour les transports exécutés en vue de pourvoir à l'exécution du marché, aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur.

Article 20

Propriété industrielle ou commerciale

1.- Du seul fait de la signature du marché, l'entrepreneur garantit l'Etat contre toutes les revendications concernant les fournitures ou matériaux, procédés et moyens utilisés pour l'exécution des travaux et émanant des titulaires de brevets, licences, dessins, modèles, marques de fabrique ou de commerce. Il, lui appartient, le cas échéant, d'obtenir les cessions, licences ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des droits, redevances ou indemnités y afférent.

2.- En cas d'action dirigée contre l'Etat par des tiers détenteurs de brevets, licences, modèles, dessins, marques de fabrique ou de commerce utilisés par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit intervenir à l'instance et indemniser l'Etat de tous dommages et intérêts prononcés à son encontre, ainsi que des frais supportés par lui.

3. - Sous réserves des droits des tiers, l'administration a la possibilité de réparer elle-même, ou de faire réparer les appareils brevetés utilisés ou incorporés dans les travaux au mieux de ses intérêts, par qui bon lui semble, et de se procurer comme elle l'entend, les pièces nécessaires à cette réparation.

Article 21

Origine, qualité et mise en oeuvre des matériaux

1. - Sauf exceptions prévues au cahier des prescriptions spéciales, les matériaux doivent être conformes aux dispositions du cahier des prescriptions communes.

2. - Dans chaque espèce, catégorie ou choix, ils doivent être de la meilleure qualité, travaillés et mis en oeuvre conformément aux règles de l'art.

3. - Ils peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par l'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte ou par leurs préposés, à la diligence de l'entrepreneur.
4. - Nonobstant: cette acceptation jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon, être rebutés par l'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte, et ils sont alors remplacés par l'entrepreneur et à ses frais.
5. - Sous réserve, le cas échéant, des dispositions résultant des traités ou accords internationaux, matériels, machines, appareils, outillages et fournitures employés pour l'exécution des travaux, doivent être d'origine algérienne.
6. - Sous la même réserve, les dérogations particulières peuvent être prévues au cahier des prescriptions spéciales ou peuvent être accordées en cours d'entreprise par décision ministérielle.

Article 22

Dimensions et dispositions des matériaux et des ouvrages

1. - L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement au projet.
2. - Sur l'ordre de service de l'ingénieur d'arrondissement ou de l'architecte qui fixe un délai d'exécution, il est tenu de faire remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes au cahier des prescriptions spéciales ou aux ordres de service.
3. - Toutefois, si les ingénieurs ou l'architecte reconnaissent que les changements faits par l'entrepreneur ne sont contraires ni aux règles de l'art, ni au bon goût, les nouvelles dispositions peuvent être maintenues; dans ce cas, l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix, à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus élevée que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages.

Dans ce cas, les métrés basés sur les dimensions prescrites par le cahier des prescriptions spéciales ou par les ordres de service. Si, au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les métrés et les prix sont réduits en conséquence.

Article 23

Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

1. - Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit procéder à ses frais, au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par l'administration, pour l'exécution des travaux. Il se conforme pour ce dégagement, ce nettoyage et cette remise en état à l'échelonnement et aux délais fixés par le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales ou par les ordres de service.
2. - A défaut d'exécution de tout ou partie de ces opérations, dans les conditions prescrites, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent après mise en demeure par l'ingénieur en chef et, à l'expiration d'un délai de trente jours après cette mise en demeure, être transportés d'office suivent leur nature, soit en dépôt, soit à la décharge publique aux frais, risques et périls de l'entrepreneur, ou vendus aux enchères par le ministre d'un officier public. Toutefois, lorsqu'une vente aux enchères est envisagée par l'ingénieur en chef, celui-ci en réfère au ministre avant la mise en demeure.
3. - Les sanctions définies à l'alinéa 2 du présent article, sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été prévues contre l'entrepreneur dans le cahier des prescriptions spéciales.
4. - En cas de vente aux enchères, le produit de la vente est versé au nom de l'entrepreneur, à la caisse des dépôts et consignations déduction faite des frais et, s'il en a été prévu, des pénalités visées à l'alinéa 3 du présent article.

Article 24

Objets trouvés dans les fouilles

1. - L'Etat se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains lui appartenant, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers.
2. - Il se réserve également les objets de toute nature et en particulier les objets d'art qui pourraient s'y trouver sauf indemnité à qui de droit. Leur découverte doit être immédiatement signalée par l'entrepreneur à l'ingénieur d'arrondissement ou à l'architecte.
3. - L'entrepreneur est tenu d'informer son personnel du droit que se réserve ainsi l'Etat.

Article 25

Emploi des matériaux neufs ou de démolition appartenant à l'Etat

Lorsque, en dehors des prévisions du marché, les ingénieurs jugent à propos d'employer des matériaux neufs ou de démolition appartenant à l'Etat, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main d'œuvre et d'emploi, réglés conformément aux indications de l'article 29 ci-après.

Article 26 Vices de construction

1. - Lorsque l'ingénieur d'arrondissement ou l'architecte présume qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, il peut prescrire par ordre de service, soit en cours d'exécution, soit avant la réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages ou parties d'ouvrages présumés viciés.
2. - Lorsque cette opération n'est pas faite par l'entrepreneur, il y est procédé en sa présence ou lui dûment convoqué.
3. - Les dépenses résultant de cette opération sont à la charge de l'entrepreneur lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus; sans préjudice de l'indemnité à laquelle l'Etat peut prétendre de ce fait.

Article 27

Pertes, avaries et sujétions d'exécution cas de force majeure

1. - L'entrepreneur ne peut se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées:
 - a) par l'exploitation normale du domaine public et des services publics et notamment par la présence et le maintien de canalisations, conduites, câbles de toute nature, ainsi que par les chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations, sauf les exceptions expressément énumérées dans le cahier des prescriptions spéciales.
 - b) par l'exécution simultanée d'autres travaux expressément désignés dans le cahier des prescriptions spéciales.
2. - Il n'est alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres.
3. - L'entrepreneur doit notamment prendre, à ses risques et périls, les dispositions nécessaires pour que ses approvisionnements, son matériel et ses installations de chantier ne puissent être enlevés ou en dommages par les tempêtes, les crues, la houle et tous phénomènes atmosphériques.
4. - Ne sont pas compris toutefois dans les dispositions qui précèdent, les cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus, après l'événement, ont été signalés par écrit, par l'entrepreneur : dans ce cas néanmoins, il ne peut rien être alloué qu'avec l'approbation de l'administration. Passé le délai de dix jours, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer.
5. - Le cahier des prescriptions spéciales peut, pour les caractéristiques et différents phénomènes naturels, tels que la gelée, la vitesse du vent, la vitesse du courant, l'amplitude de la houle, la hauteur de la crue, fixer les limites au-dessus desquelles la force majeure ne peut, en aucun cas, être invoquée par l'entrepreneur.
6. - Par dérogations aux dispositions de l'alinéa 4 du présent article, aucune indemnité ne sera due à l'entrepreneur, même en cas de force majeure pour perte totale ou partielle de son matériel flottant, les frais d'assurance de ce matériel étant compris implicitement dans les prix du marché.

Article 28 Caractère général des prix

Les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquences nécessaires et directe du travail.

Article 29 Règlement du prix des ouvrages non prévus

1. - Lorsque, sans changer l'objet du marché, il est jugé nécessaire d'exécuter des ouvrages ne figurant ni au bordereau ni à la série ou de modifier la provenance des matériaux telle qu'elle est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales, l'entrepreneur se conforme immédiatement aux ordres de service qu'il reçoit à ce sujet, et il est préparé, sans retard, de nouveaux prix, d'après ceux du marché ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues.

Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour termes de comparaison les prix courants du pays.

2. - Les nouveaux prix sont calculés dans les mêmes conditions économiques que les prix du marché et de manière à être passibles du rabais ou de la majoration si le marché en comporte.

Après avoir été débattus par les ingénieurs ou l'architecte avec l'entrepreneur, ils sont soumis à l'approbation de l'autorité compétente et notifiés à l'entrepreneur par ordre de service.

3. - A défaut d'accord, il est fait application de la procédure fixée par l'article 52.
4. - En attendant l'approbation de l'autorité compétente ou la solution du litige, l'entrepreneur est payé provisoirement aux prix préparés par les ingénieurs.
5. - Pour les travaux réglés sur prix global et forfaitaire la décomposition des prix pourra servir à l'établissement, dans les conditions fixées aux alinéas 1 à 4 ci-dessus, de prix des ouvrages ordonnés en plus ou en moins. Pour cette catégorie de travaux, le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales peut déterminer dans quelles limites, dans quel cas moyennant qu'elles conditions, les modifications au marché primitif doivent être sanctionnées par un avenant, préalablement à l'exécution de toute modification.

J'aime

Commenter

Partager

9

15 partages

Oricha SouHil

Merci pour tes efforts 😊

6 ans J'aime Plus

Rezkallah Azedine Akram

Un merci pour tes efforts

4 ans J'aime Plus

Aziz Bouk

شكرا لكم

4 ans J'aime Plus

Yacine Hezame

Merci bien

Voir la traduction

3 ans J'aime Plus

محمد العوادي

MERCI

Voir la traduction

3 ans J'aime Plus

Faouzi Hamouda Sidhoum

merci beaucoup

2 ans J'aime Plus

Abdou Abdou

merci

1 an J'aime Plus

Mohammed Seghir

Pourquoi le CCAG ne comprend que 29 articles sur plus d'une cinquantaine ?

1 an J'aime Plus

Youcef Le Walker Ycf

IL FAUT LIMITER LE TAUX DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES DANS LEZ FORFAIT....ON PREVOIT UNE TOLERANCE +OU- = 5%

6 mois **J'aime** **Plus**

Votre commentaire...

Publier

